

Talaie El-Houriat à propos de la crise à l'APN

## “L'enjeu reste le contrôle du pouvoir après 2019”



Réunion du bureau politique de Talaie El-Houriat sous la présidence d'Ali Benflis, président du parti. ©D. R.

**Cette crise, estime le parti présidé par Ali Benflis, “a montré la faiblesse du régime à gérer ses contradictions et à transcender ses clivages”, du fait “du vide politique au sommet de l’État”.**

Le bras de fer qui a opposé Saïd Bouhadja à la majorité parlementaire est fortement lié à la prochaine présidentielle. C'est ce que soutient le bureau politique de Talaie El-Houriat, à l'issue de sa rencontre mensuelle.

Dans son communiqué, le BP du parti d'Ali Benflis ne se fait pas d'illusion quant aux raisons d'une telle crise parlementaire et de celle, plus générale, qui paralyse le pays. “La crise inédite survenue au sein de l'Assemblée populaire nationale est significative de l'exacerbation de cette lutte, avec en ligne de mire l'échéance présidentielle et comme enjeu, le contrôle du pouvoir après 2019”, estime le parti, indiquant qu'il a constaté “avec inquiétude” l'exacerbation “de la lutte entre différents centres de décision du pouvoir en place”, avec “comme résultante” l'accélération “de la dégénérescence de ce qui reste du peu de crédibilité et de stabilité des institutions de la République”. “Au-delà de la question de sa légalité, l'éviction du président de l'Assemblée populaire nationale est un véritable coup de force institutionnel mené par la ‘majorité parlementaire’ en violation de la loi fondamentale que cette même ‘majorité parlementaire’ avait fait adopter par un coup de force constitutionnel en 2016”, indique le communiqué, ajoutant que “l'APN, déjà fortement discréditée par son déficit de légitimité et de représentativité, est le théâtre d'un pugilat indigne d'une partie des représentants du peuple, que se livrent des groupes antagonistes du même pouvoir politique en place et qui renseigne sur les causes du désintérêt du citoyen vis-à-vis de la politique”, écrit le BP, considérant que cette crise “est instructive

à plus d'un titre", tant est que la "la lutte qui se déroulait au sein du sérail du pouvoir politique a débordé les enceintes de celui-ci pour s'étaler en plein jour". Cette même crise, analyse le BP de Talaie El-Houriat, est présentée comme une crise institutionnelle, mais il s'agit "fondamentalement d'une crise politique qui renvoie à l'échéance électorale" et "lève le voile sur le mode de prise de décision au sommet de l'État qui ne s'embarrasse pas du principe démocratique de la séparation des pouvoirs". Cette crise, estime encore le parti, a montré la faiblesse du régime à gérer ses contradictions et à transcender ses clivages, du fait "du vide politique au sommet de l'État". Concernant toujours ce que le parti qualifie d'"impasse politique", il met en garde contre "sa gravité" qui "met en danger la République" avec "des dérapages aux conséquences d'une ampleur imprévisible sur la stabilité, la sécurité, l'unité et la cohésion de la nation".

Cette impasse se caractérise par le fait que les "autorités publiques continuent à violer, sans scrupules, le droit constitutionnel des partis politiques de tenir des rencontres pacifiques, dans des lieux fermés, et d'organiser des rassemblements", dénonçant une volonté qui "s'achemine vers une sanctuarisation de la capitale" et "une interdiction pure et simple, qui ne dit pas son nom, de toute activité politique publique de l'opposition". "Une telle attitude est révélatrice de l'acharnement du pouvoir politique en place à museler l'opposition" et "à l'isoler de la population", dénonce le parti, ajoutant qu'il reste convaincu que "la crise multidimensionnelle qui affecte notre pays ne peut être dépassée, de façon durable, qu'au moyen d'un dialogue politique inclusif, qui place l'intérêt de notre pays et les aspirations du peupla algérien au-dessus de toute considération".

**Mohamed Mouloudj**